



Direction Générale Adjointe des Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Etablissements et Schéma de l'Enfance

RENDU EXECUTOIRE LE

**3 0 SEP. 2022**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 27/09/2022

Reçu en préfecture le 27/09/2022

Affiché le

**SLO**

ID : 086-228600011-20220920-22\_A\_ESE\_0058-AR

**ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0058**  
**en date du 2 0 SEP. 2022**

**Portant fixation de la date de la première  
des évaluations de la qualité des  
établissements et services sociaux et  
médico-sociaux de la protection de  
l'enfance et Lieux de vie et d'accueil**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, I, 1° et 4°, L. 312-8, L. 313-1 et D. 312-197 à D. 312-206 ;

VU le code civil, notamment ses articles 375 à 375-8 ;

VU la loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, notamment son article 75 ;

VU le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n°2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n°2022-742 du 28 avril 2022 relatif à l'accréditation des organismes pouvant procéder à l'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Considérant qu'en application de l'article D. 312-204 du CASF, les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1 du CASF, ainsi que les lieux de vie et d'accueil transmettent tous les cinq ans les résultats des évaluations de la qualité des prestations qu'ils délivrent, selon une programmation pluriannuelle arrêtée par l'autorité ou, conjointement, les autorités ayant délivré l'autorisation ;

Considérant qu'en application du I de l'article 2 du décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux, la première programmation pluriannuelle des évaluations est arrêtée au plus tard le 1er octobre 2022 par l'autorité ou, conjointement, les autorités

ayant délivré l'autorisation et détermine le rythme des évaluations du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2027 ;

Considérant qu'il convient d'arrêter la programmation pluriannuelle susvisée concernant les établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil relevant d'une autorisation du Président du Conseil Département de la VIENNE;

Sur proposition du Directeur Général des services départementaux;

## ARRETE

### Article 1 :

La programmation pluriannuelle des évaluations concernant les établissements et services sociaux et médico-sociaux autorisés par le Président du Conseil Départemental au titre des 1° et 4° du I et du III de l'article L. 312-1 du CASF, est arrêtée pour la période du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2027 ainsi qu'il suit :

Organisme gestionnaire	Dénomination de l'établissement, service ou lieu de vie et d'accueil (LVA)	Date de renouvellement d'autorisation	Échéance pour le produire le premier rapport d'évaluation
Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (ADSEA 86)	SAMNA	1 juin 2032	1 juin 2025
Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (ADSEA 86)	SIJM	24 juillet 2034	24 juillet 2027
Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (ADSEA 86)	DAMIE	4 janvier 2031	4 janvier 2024
Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (ADSEA 86)	Prévention spécialisée Poitiers et Châtelleraut	29 juin 2025	1 juillet 2023
AUDACIA	LAPE	14 janvier 2028	14 janvier 2026
AUDACIA	SAJ	12 juillet 2033	12 juillet 2026
Fondation Action Enfance	Village d'enfants de Monts-sur-Guesnes	22 juillet 2028	22 juillet 2026

Organisme gestionnaire	Dénomination de l'établissement, service ou lieu de vie et d'accueil (LVA)	Date de renouvellement d'autorisation	Échéance pour le produire le premier rapport d'évaluation
Institut Départemental pour la protection de l'Enfance et l'accompagnement des Familles (IDEF)	Service d'Accueil et d'Observation (SAO) petite enfance, enfance et adolescence	3 janvier 2032	3 janvier 2025
Institut Départemental pour la protection de l'Enfance et l'accompagnement des Familles (IDEF)	MECS Métives et Couronneries	3 janvier 2032	3 janvier 2025
Institut Départemental pour la protection de l'Enfance et l'accompagnement des Familles (IDEF)	Unité d'Accompagnement Parents Enfants (UAPE)	2 août 2028	12 août 2026
Institut Départemental pour la protection de l'Enfance et l'accompagnement des Familles (IDEF)	Encr'AJ	24 juillet 2034	24 juillet 2027
Société civile "Le petit Logis"	LVA "Le Petit Logis"	1 janvier 2026	1 janvier 2024
SCOP "L'Étincelle"	LVA "L'Étincelle"	19 août 2028	19 août 2026
Association "Citoyen dès Demain"	LVA "Citoyen dès Demain"	15 janvier 1930	31 décembre 2027
Comité Français de Secours aux Enfants	LVA "La Chacunière"	19 février 2030	19 février 2023
SCOP "Les Repères"	LVA "Les Repères"	8 juillet 2031	8 juillet 2024
SCOP "Timoun'Yo"	LVA "Timoun'Yo"	1 décembre 2032	1 décembre 2025
SAS "Lieu de vie"	LVA "La Pignonette"	28 juillet 2033	28 juillet 2026
SCOP "LVA Les Robins"	LVA "Les Robins"	15 octobre 2034	15 octobre 2027
Association "La Tribu"	LVA "La Tribu"	27 novembre 2034	27 novembre 2027
SCOP "Les Petits Mottéziens"	LVA " Les Petits Mottéziens"	23 mars 2036	23 février 2024
SCOP "Le Clos du Verger"	LVA "Le Clos du Verger"	9 juillet 2036	9 juillet 2024
Association "La Vie devant Soi"	LVA "La Vie Devant Soi"	8 décembre 2036	8 décembre 2024
Association "Le Saint Nicols"	LVA "Le Saint Nicolas"	8 décembre 2036	8 décembre 2024
Association "Le Temps Voulu"	LVA "Le Temps Voulu"	8 décembre 2036	8 décembre 2024
Société civile "La P'tite Oasis"	LVA "La P'tite Oasis"	15 décembre 2036	15 décembre 2024
Association "La Courte Echelle"	LVA "La Courte Echelle"	15 décembre 2036	15 décembre 2024

Organisme gestionnaire	Dénomination de l'établissement, service ou lieu de vie et d'accueil (LVA)	Date de renouvellement d'autorisation	Échéance pour le produire le premier rapport d'évaluation
SCOP "Les Robinsons"	LVA "Les Robinsons"	12 juillet 2037	30 juin 2025
Association "Les Vies Dansent"	LVA "La Tribu de Chaume"	22 juillet 2037	22 juillet 2025
SCOP "Le Clos du Verger"	LVA "Le Clos du Verger"	9 juillet 2036	9 juillet 2024
Association "Le Havre"	LVA "Le Havre"	26 décembre 2036	26 décembre 2024
Association "Le Chant d'Oiseaux"	LVA "Le Chant d'Oiseaux"	26 décembre 2036	26 décembre 2024
Association "A l'Abri des Remparts"	LVA "A l'Abri des Remparts"	22 février 2037	22 février 2025

**Article 2 :** En application de l'article D312-204 dans sa rédaction issue du décret 2021-1476 du 12 novembre 2021, les évaluations suivantes devront être transmises tous les cinq ans, calculés à partir de la date ci-dessus indiquée.

**Article 3 :** La programmation pluriannuelle des évaluations concernant les établissements et services sociaux et médico-sociaux autorisés conjointement par l'autorité préfectorale et le Président au titre de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du Président du Conseil Départemental de la VIENNE fait l'objet d'un arrêté distinct.

**Article 4 :** La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente, soit par recours gracieux adressé au Président du Conseil Départemental (hôtel du Département, place Aristide Briand, 86008 Poitiers), soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers). En l'absence de réponse à un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date dudit recours ou en cas de désaccord avec la réponse donnée, le tribunal administratif de Poitiers peut être saisi dans un nouveau délai de deux mois.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyen, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans ce cas, il n'y a pas à produire de copies de votre recours qui est enregistré immédiatement, sans délai d'acheminement.

**Article 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le gestionnaire de chacun des établissements, services et lieux de vie et d'accueil, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des gestionnaires et publié sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr).

Fait à Poitiers, le 20 SEP. 2022



Le Président du Conseil Départemental  
 Alain PICHON